

Synthèse

La mise en visibilité de la nature
dans l'aménagement urbain
Questionnements autour de la mise
en scène de la « ville durable »

GRUPE TRANSVERSAL NATURES URBAINES

28 SEPTEMBRE 2020

Séminaire organisé et animé par
Julie GOBERT et
José-Frédéric DEROUBAIX

natUres
urbaines
GRUPE TRANSVERSAL

Futurs
Urbains
Urban
Futures

Ce séminaire avait pour but de questionner les récits autour de la ville durable et plus particulièrement celui du retour de la nature en ville. Il devait ainsi permettre de réfléchir à la manière dont la relation humains/non humains est construite dans la production de « nouveaux » artefacts urbains : solutions fondées sur la nature (SfN, nature-based solutions), utilisation de matériau bio-sourcés tels que le bois, production et intégration de services écosystémiques, et autres démarches pensées et présentées comme autant de signaux de la ville durable. Quelles représentations d'une nature « retravaillée » ces objets contribuent-ils à faire exister dans l'espace urbain ?

Il était enfin question du rôle des sciences humaines et sociales, de plus en plus mobilisées dans des cadres interdisciplinaires face à ces nouveaux récits de politique publique, contributrices à l'illusion ou au contraire démystificatrices ?

Exposés

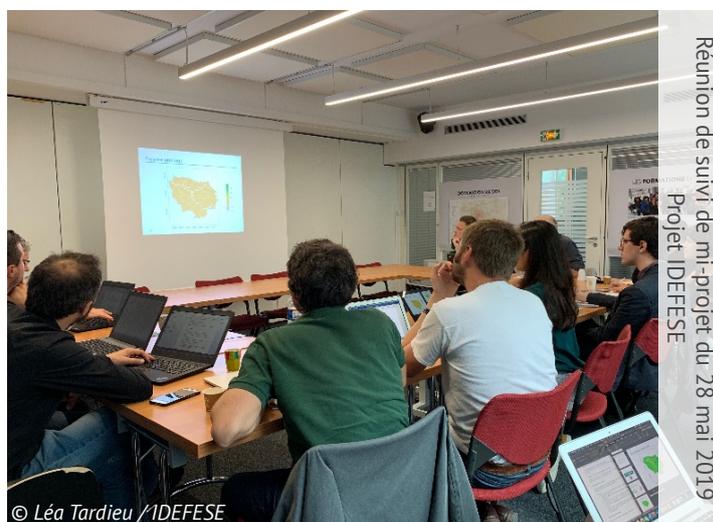
Léa TARDIEU, économiste de l'environnement au CIRE

Les services rendus par la nature en milieu urbain

Le monde académique affiche un intérêt croissant pour les SfN et les services écosystémiques, présentant des bénéfices pour l'humanité, mais ceux-ci restent peu pris en compte dans les politiques publiques au niveau national comme international. Le projet de recherche participative IDEFESE (<https://idefese.wordpress.com>) cherche donc à évaluer les services écosystémiques rendus et leur intégration sur le territoire de l'Île-de-France, au travers d'entretiens et de modélisations (modèles InVEST et systèmes d'information géographique), afin d'effectuer des recommandations en termes de politiques d'aménagement du territoire. Trois questions principales ont été abordées :

Comment a évolué la production de services écosystémiques en 35 ans d'aménagement ?

Les services étudiés ont été sélectionnés par les acteurs : potentiel agricole, rechargement des nappes, régulation climatique locale et globale, régulation des inondations, maintien de la qualité de l'eau, récréation, et patrimoine naturel. Malgré une diminution de l'artificialisation nette, l'ensemble des services identifiés est globalement en baisse depuis 1982. Localement, les services liés à l'eau sont toutefois parfois en hausse ou stagnants. L'approche par services écosystémiques peut permettre de dépasser une vision sectorielle des impacts environnementaux, liés à l'artificialisation des sols et aux politiques agricoles, et va au-delà de l'approche de bilan surfacique de consommation d'espace communément utilisée.



© Léa Tardieu / IDEFESE

Réunion de suivi de mi-projet du 28 mai 2019
Projet IDEFESE

Comment différents scénarios d'aménagement font évoluer les services écosystémiques ?

Les acteurs ont défini trois types de scénarios à étudier : transformation agricole, étalement urbain/densification, et renaturation. 27 scénarios ont été modélisés, montrant dans l'ensemble que : (i) les politiques de renaturation ne sont pas à ce jour assez ambitieuses et ont un impact fort lorsque qu'elles sont développées en centre urbain, (ii) les scénarios de changement de pratiques agricoles ont une influence très importante sur la provision de services écosystémiques et (iii) les politiques d'urbanisation montrent des évolutions contrastées selon les choix de densification ou d'extension faits, la densification pouvant aussi conduire à la perte de services rendus par la nature pour des population y ayant déjà un accès limité.

Les politiques de renaturation actuelles (SDRIF et plan vert) sont-elles appropriées (en termes d'usages de la nature en ville et d'équité) ?

Les préférences des franciliens en matière d'espaces de nature en ville ont été identifiées à l'aide de questionnaires. Le type de couvert forestier, la présence d'eau et les questions de transport et de trajet apparaissent comme critères déterminants, avec des comportements très hétérogènes entre parisiens, banlieusards et ruraux,

et entre classes d'âge. Les politiques de renaturation actuelles ayant des critères de ciblage de type surface par habitant, elles ne prennent pas en compte les caractéristiques socio-économiques des habitants et leurs besoins différents. Les critères d'accès aux espaces verts doivent donc être élargis pour bénéficier en priorité aux personnes défavorisées qui nécessitent plus d'espaces verts. Des outils et indicateurs simples, standardisés, allant au-delà des bilans surfaciques sont donc indispensables.

La mise en visibilité du bois, une certaine idée de la durabilité

Florence RUDOLFE, Professeure à l'INSA de Strasbourg et Codirectrice du Laboratoire AMUP au CIREC

Dans le cadre du projet Interreg Climability qui cherche à identifier les vulnérabilités des entreprises du Rhin supérieur au changement climatique et les accompagner face à ces changements, la filière bois-forêt a été étudiée de l'extraction de la ressource à son utilisation finale en construction. Le territoire comprend de nombreux massifs forestiers de moyenne montagne, et la présence du Parc Naturel Régional (PNR) des Vosges du Nord ainsi que de la réserve de biosphère du Palatinat en font un site intéressant pour explorer les relations à l'œuvre au sein de la filière forêt-bois, ses gestions et valorisations.

La ville durable participe d'un grand récit urbanistique (Levy 2009) qui se décline en de multiples opérations (quartiers, bâtiments durables), se voulant à la fois universel et systémique par son traitement simultané de différentes composantes. Le bois est un matériau signal de cette durabilité. Suite à une enquête de terrain (reposant sur des entretiens et de l'observation participante), les chercheurs ont pu montrer que le bois cache la forêt et combien la filière ne se structure pas autour d'un matériau sourcé localement. Le projet de l'îlot bois à l'Euro-métropole de Strasbourg a permis un certain d'innovations organisationnelles, mais sans approvisionnement local. D'où la nécessité ressentie par les acteurs locaux de mieux se connaître et d'essayer de structurer des circuits courts du bois à différentes échelles. Ainsi le territoire peut devenir le vecteur d'une mise en cohérence des acteurs de la filière forêt-bois et une manière de faire face à des contraintes externes fortes (marchés du bois, changement climatique...). Toutefois, le chemin est pavé d'embûches. Le matériau bois n'est pas malléable au gré des volontés, car il dépend d'une ressource, la forêt, dont la durabilité et la temporalité de production divergent de ceux que la ville durable envisage.



Îlot bois Sensations à Strasbourg

© T. Gagnepain / 20 Minutes

Félix TEMPLIER, ingénieur AgroParisTech

Les solutions fondées sur la nature en milieu urbain entre discours scientifiques et pratiques opérationnelles

Les solutions fondées sur la nature (SfN) regroupent un ensemble de pratiques et de dispositifs qui transforment les socio-écosystèmes pour répondre à des objectifs donnés grâce aux services écosystémiques. Apparu dans les années 2000 et popularisé à partir de 2015 par l'UICN et la Commission Européenne, le concept est opérationnel et principalement destiné à un public d'associations, d'entreprises, et de collectivités, mais la recherche y porte un intérêt croissant. Le contexte urbain et ses enjeux spécifiques tels que l'îlot de chaleur ou l'imperméabilisation s'y prête particulièrement. Au travers d'une revue systématique de la littérature scientifique sur les SfN urbaines, ainsi qu'une analyse des projets européens Horizon 2020 liés et des projets d'aménagement urbains d'Inventons la Métropole du Grand Paris, ce travail, réalisé au cours d'un stage de six mois au sein du GT, avait pour objectif d'identifier et de caractériser les différents discours mobilisant le terme au regard des formes et rôles de la nature associés.

Les SfN apparaissent principalement traitées de manière appliquée et non holistique dans un discours scientifique polarisé, rattachées à des objectifs environnementaux et une nature instrumentalisée pour ses services de régulation. Ce discours est porté par une majorité d'écologues mais des sciences sociales telles que l'urbanisme ou la géographie y prennent aussi largement part, ne le remettant pas plus en question, les rares critiques étant aussi émises par des écologues. Le discours européen des projets Horizon 2020, très marqué par un objectif d'innovation, insiste quant à lui sur les aspects économiques assez négligés dans la recherche. Le terme n'apparaît pas dans les projets du Grand Paris, qui relèguent les enjeux environnementaux aux solutions techniques architecturales plutôt qu'aux éléments de nature (toitures végétalisées et agriculture urbaine principalement). Sans doute était-il encore trop tôt en 2017 pour que les aménageurs franciliens s'approprient ce terme qui requiert une conception plus multifonctionnelle de la nature.

Choix d'indicateurs, d'échelles, et synergies entre les services écosystémiques

- Les indicateurs retenus dans le cadre du projet IDE-FESE sont la surface agricole pour le service de potentiel agricole, les m³ infiltrés pour le service de régulation de l'eau, la différence de température entre l'urbain et le rural pour le service de rafraîchissement, la probabilité pour les écosystèmes d'être classés en Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique (ZNIEFF) pour le service de patrimoine naturel, la proportion accessible d'espaces de nature pour le service de récréation, et le carbone stocké pour le service de régulation climatique globale.
- Suite à des analyses de sensibilité, aucune taille minimale n'a pu être identifiée pour l'évaluation des services écosystémiques, à l'exception du rafraîchissement qui présente un effet parc à partir d'une certaine dimension calibrée à partir de la littérature.
- L'articulation entre les différents services a été prise en compte, mais tous les résultats étaient évidents. Des corrélations spatiales intéressantes ont cependant été identifiées, l'artificialisation n'impliquant par exemple pas nécessairement une perte de services en raison de déplacements des impacts et du métabolisme territorial.

Solutions fondées sur la nature pour la gestion des eaux pluviales à la source
Rapport développement durable de la ville de Paris 2018



© Émilie Chaix / Ville de Paris

Histoire de la filière forêt-bois rhénane et responsabilités politiques, comparaisons entre la France et l'Allemagne

- Aucune rétrospective ambitieuse n'a été menée du point de vue historique. Les forêts sont exploitées de manière plus ou moins intensive depuis le Moyen Âge. Elles sont donc considérées par beaucoup d'historiens comme des milieux anthropisés. Mais cela doit-il justifier toutes les exploitations?
- Au niveau national, les politiques forestières françaises et allemandes diffèrent peu, mais certains points diffèrent comme l'interdiction des coupes rases outre-Rhin. La fuite de la valeur est moins importante en Allemagne où les scieries, plus grandes, sont équipées pour l'épicéa, contrairement au côté français dont la filière bois au sein du PNR présente un aspect plus artisanal. Cette caractéristique pourrait cependant être un point positif pour repositionner la filière sur le local, en exploitant les feuillus dans ces petites scieries. Alors que le PNR se positionne comme un acteur politique, ce n'est pas du tout de ce cas du côté allemand pour la réserve de biosphère.
- Du côté français, les forêts rhénanes sont aux deux tiers publiques (contre un quart sur l'ensemble du pays) et l'Office National des Forêts intervient donc massivement. L'État impose néanmoins une exploitation de plus en plus forte des forêts publiques qui perdent leurs aspects de protection. Pour autant suite à des événements majeurs, certaines pratiques évoluent, se rapprochant de ce que défendent des associations défendant une sylviculture plus respectueuse de la nature, telle que ProSilva (futaie régulière, irrégulière...).

Les Solutions fondées sur la nature : quels professionnels et quelle nature?

- Les SfN apparaissent comme le penchant opérationnel des services écosystémiques, plutôt mobilisés par les acteurs scientifiques. On entend par acteurs opérationnels des collectivités, associations ou encore des bureaux d'étude ou entreprises spécialisées dans le développement de telles solutions. Le terme ne semble en effet pas encore bien approprié par les acteurs français de l'aménagement urbain de manière plus générale.
- La nature de ces SfN est peu remise en question d'un point de vue écologique. Les critiques émises dans les articles, pour la plupart pluridisciplinaires, sont surtout d'ordre socio-économique.

Quelles définitions et quels positionnements pour aborder les SfN?

- En s'en tenant à la définition « officielle » des SfN de la Commission Européenne, on peut déjà identifier deux types de solutions. D'une part, des dispositifs naturels ou d'inspiration naturelle tels que les forêts urbaines, les fermes urbaines, les immeubles en bois, et d'autre part des opérations de restauration écologique (reméandrage, réouverture des cours d'eau canalisés) ou encore de compensation dans un objectif de perte nette de biodiversité nulle. Dans ces cas-là, ce, c'est la définition d'une métrique commune qui va focaliser les acteurs, même si la doctrine des services de l'Etat ou du juge administratif permettent de préciser les modalités de mise en œuvre de cette compensation.
- Le discours sur les SfN n'est pas porté par ceux qui les conçoivent. Le plus souvent optimiste et performatif, il est aussi parfois critique, notamment sur leur accessibilité aux plus démunis, et sur le caractère illusoire de ces solutions. Le discours éco-marxiste identifie par exemple les SfN comme un marché émergent qui crée de la gentrification et ne répond pas aux inégalités environnementales. Comment le groupe transversal peut-il donc se positionner ou aider aux dialogues dans la cartographie du forum intellectuel des SfN?
- L'utilisation du terme de nature n'est pas anodin : il suggère une continuité physique entre les êtres et les choses que postule le naturalisme, des communautés et des sociétés créées avec les autres, humains et non-humains. Or cette dimension communicationnelle apparaît absente dans les SfN qui invisibilisent ce qui relie ou divise dans cette idée de nature. Il s'agit peut-être d'un questionnement à faire émerger. Des discussions seraient éventuellement à mener avec des économistes hétérodoxes qui mènent un projet sur les représentations de la nature.
- Les SfN se prêtent particulièrement à la question de l'asservissement et du système de domination des humains sur les non-humains. La philosophe de l'environnement Virginie Maris, travaillant sur les services écosystémiques, pourrait être invitée.
- Une inquiétude persiste sur la percolation des actions et des réflexions jusqu'aux acteurs, la sphère académique étant très éloignée de la sphère opérationnelle dont les préoccupations sont plus concrètes et immédiates.
- En ce qui concerne le monde académique travaillant sur les questions de natures urbaines, certains chercheurs du Centre d'Écologie et des Sciences de la Conservation (CESCO) du Muséum National d'Histoire Naturelle, assez présents médiatiquement, se positionnent en tant qu'experts. Ils apportent à ce titre des regards précis sur les conséquences écologiques des dispositifs de SfN, mais manquent de recul sur l'artificialisation en tant que telle et les dynamiques d'aménagement.
- Il convient également de préciser de qui on parle lorsqu'on fait référence à cette sphère opérationnelle, s'il s'agit des acteurs mettant en œuvre les éléments ou bien de ceux qui les pensent en amont. Les SfN remettent en cause tout un système de valeurs chez l'ensemble des individus impliqués, et des freins à la modification des chaînes de mise en œuvre persistent. Même lorsqu'il ne s'agit pas de grandes innovations, l'appréhension est fréquente chez les techniciens qui mettent en avant des questions de maintenance et les enjeux organisationnels sous-jacents de ces objets étranges, appartenant à la fois au génie civil et environnemental. Il faut donc s'intéresser aux ingénieurs et aux architectes qui dessinent les solutions mais également au réseau d'acteurs derrière ces concepteurs, qui pose problème par sa nature de collectif : les services de la voirie ont des préoccupations spécifiques liées aux usages, les services du patrimoine ne veulent pas changer, et les services des espaces verts n'ont pas d'argent pour entretenir des filtres plantés qu'ils ne considèrent d'ailleurs pas comme des espaces verts.
- Des terrains d'investigation sur la métropole parisienne ou l'Est francilien existent en lien avec de nombreux aménagements en cours (gare du Grand Paris, structuration de nouveaux quartiers...).

Ressources et références

- Projet IDEFESE : <https://idefese.wordpress.com>
- Projet ClimAbility : <http://www.clim-ability.eu>
- Levy, A. (2009). La « ville durable ». Paradoxes et limites d'une doctrine d'urbanisme émergente: Le cas Seine-Arche. *Espri*, décembre(12), 136-153. <https://doi.org/10.3917/espri.912.0136>